

Conformément à l'annexe I de la Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à l'organisation et à la gouvernance scolaires, avis est donné afin d'inviter les personnes résidant sur le territoire du centre de services scolaires à soumettre leur candidature à un poste de représentant de la communauté au conseil d'administration du Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue

1. Un poste ouvert aux candidatures

Profils recherchés

Siège # 1. Membre de la communauté (du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2026) ayant une expertise en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines (2 ans)

2. Description du mandat

Les membres du conseil d'administration sont appelés à définir les grandes orientations du centre de services scolaire, à s'assurer que celui-ci respecte la mission qui lui est confiée et les lois qui lui sont applicables, ainsi qu'à prendre des décisions fondées sur une saine gestion des fonds publics. Les membres du conseil d'administration participent à la nomination de la direction générale et à l'évaluation de son rendement.

Les membres du conseil d'administration doivent s'assurer qu'un soutien adéquat est apporté aux établissements d'enseignement et veiller à la qualité des services éducatifs offerts aux élèves, jeunes et adultes. Les membres sont appelés à établir la répartition de sommes importantes dédiées au bon fonctionnement de l'organisation, de façon que cette répartition soit juste et équitable pour tous les établissements, en toute transparence.

Un minimum de quatre séances par année scolaire est prévu par la *Loi sur l'instruction publique*, mais les membres du conseil d'administration doivent s'attendre à un nombre supérieur de rencontres ainsi qu'à du travail à effectuer en dehors des séances (lecture de la documentation, recherche d'information, analyse, etc.).

Chaque membre de la communauté apporte une contribution significative aux travaux du conseil d'administration par sa connaissance du milieu et son expertise dans son domaine. Il assure une double imputabilité en complétant par son engagement celui des membres de l'interne (parents et personnel).

2. Description du mandat (suite)

Chaque conseil d'administration sera composé de personnes aux profils variés :

- cinq parents d'un élève qui fréquente un établissement sous la responsabilité du centre de services scolaire, membres du comité de parents, représentant chacun un district;
- cinq membres du personnel du centre de services scolaire, soit un membre du personnel enseignant, un membre du personnel professionnel non enseignant, un membre du personnel de soutien, une direction d'établissement d'enseignement et un membre du personnel d'encadrement;
- cinq représentants de la communauté domiciliés sur le territoire du centre de services scolaire, soit :
 - a) une personne ayant une expertise en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines;
 - b) une personne ayant une expertise en matière financière ou comptable ou en gestion des ressources financières ou matérielles;
 - c) une personne issue du milieu communautaire, sportif ou culturel;
 - d) une personne issue du milieu municipal, des affaires, de la santé ou des services sociaux;
 - e) une personne âgée de 18 à 35 ans¹.

La durée du mandat dans chacun des postes sera de deux ou trois ans. Elle sera déterminée à la première rencontre du conseil d'administration.

3. Conditions d'éligibilité des membres de la communauté

- Avoir 18 ans accomplis.
- Être de citoyenneté canadienne.
- Être domicilié sur le territoire du centre de services scolaire et, depuis au moins six mois, au Québec.
- Ne pas être en curatelle.
- Ne pas avoir été déclaré coupable d'une infraction qui est une manoeuvre électorale frauduleuse en matière électorale ou référendaire en vertu de la *Loi sur les élections scolaires* (chapitre E-2.3), de la *Loi sur la consultation populaire* (chapitre C-64.1), de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2) ou de la *Loi électorale* (chapitre E-3.3) au cours des cinq dernières années.
- Ne pas être inéligible au sens des articles 21, 21.3 et 21.4, compte tenu des adaptations nécessaires, de la *Loi sur les élections scolaires visant certains membres des conseils d'administration des centres de services scolaires anglophones*.
- Répondre à l'un des cinq critères suivants :
 - 1) avoir une expertise en matière de gouvernance, d'éthique, de gestion des risques ou de gestion des ressources humaines;
 - 2) avoir une expertise en matière financière ou comptable ou en gestion des ressources financières ou matérielles;
 - 3) être issu du milieu communautaire, sportif ou culturel;
 - 4) être issu du milieu municipal, de la santé, des services sociaux ou des affaires;
 - 5) être âgé de 18 à 35 ans.

¹ Au moment de sa désignation à titre de membre du conseil d'administration.

4. Motifs d'inéligibilité des membres de la communauté

- un membre de l'Assemblée nationale;
- un membre du Parlement du Canada;
- un membre du conseil d'une municipalité;
- un juge d'un tribunal judiciaire;
- le directeur général des élections et les autres membres de la Commission de la représentation électorale;
- les fonctionnaires, autres que les salariés au sens du Code du travail (chapitre C-27), du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de tout autre ministère qui sont affectés de façon permanente au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;
- un employé du centre de services scolaire;
- un employé du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal;
- une personne qui occupe un poste de membre du conseil d'un autre centre de services scolaire ou qui est candidate à un tel poste;
- une personne qui occupe un poste au sein de ce conseil, sauf dans le cas d'une élection lors de laquelle le poste qu'elle occupe est ouvert aux candidatures ou cesse d'exister;
- une personne à qui une peine d'emprisonnement a été imposée (cette condition vaut pour la durée de la peine, mais cesse si la personne obtient un pardon pour l'acte commis);
- toute personne qui, à la suite d'un jugement passé en force de chose jugée, est inhabile en vertu de l'article 176 de la *Loi sur l'instruction publique* (chapitre I-13.3).

5. Comment soumettre sa candidature

Une candidature est proposée au moyen du formulaire disponible sur notre site Internet csslt.gouv.qc.ca ou veuillez communiquer auprès de M^{me} Myriam Ramos par courriel : secretariat.general@csslt.gouv.qc.ca ou au numéro de téléphone 819 629-2472 poste 1416.

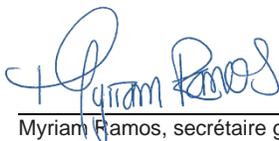
Le formulaire complété doit être reçu au plus tard le jeudi 13 juin 2024.

Nous devons recevoir votre candidature par courriel à secretariat.general@csslt.gouv.qc.ca ou par la poste à :

Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue
a/s Myriam Ramos, secrétaire générale
2, rue Maisonneuve,
Ville-Marie (Québec) J9V 1V4

6. Pour plus d'information

Pour tout renseignement supplémentaire relatif à la présente, veuillez vous adresser au secrétariat général auprès de **M^{me} Myriam Ramos** au 819 629-2472 poste 1416 ou par courriel à secretariat.general@csslt.gouv.qc.ca



Myriam Ramos, secrétaire générale

30 mai 2024
Date